	BRASSERIE LE CLAP
---	--------------------------

Convention spéciale de déversement des eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement

Annexe 3 - Clauses Techniques Particulières de l'Autorisation de Déversement

- *Etablissements où les prescriptions répondent à une logique d'obligations de résultats*

Etablissement : BRASSERIE LE CLAP - ST JULIEN DU SERRE

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DEFINITIONS	3
ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT	4
ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES	7
ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS	8
ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS	8
ARTICLE 7 - SURVEILLANCE DES REJETS	12
ARTICLE 8 - DISPOSITIFS DE MESURE ET DE PRELEVEMENTS	13
ARTICLE 9 - DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU	13
ARTICLE 10 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS DE REJET	14
ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIERES	14
ARTICLE 12 - FACTURATION ET REGLEMENT	16
ARTICLE 13 - REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION	16
ARTICLE 14 - GARANTIE FINANCIERE	16
ARTICLE 15 - CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS	16
ARTICLE 16 - CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS	16
ARTICLE 17 - VARIATION DANS LES CARACTERISTIQUES DES REJETS	17
ARTICLE 18- MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT	18
ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE ET/OU DE SON DÉLÉGATAIRE	18
ARTICLE 20 - CESSATION DU SERVICE	18
ARTICLE 21 – CESSIBILITE DE LA CONVENTION	19
ARTICLE 22 - DUREE	20
ARTICLE 23 – DÉLÉGATAIRE ET CONTINUITE DE SERVICE	20
ARTICLE 24 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS	20
ARTICLE 25 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION	20
ANNEXE 1 : EXTRAITS DE L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION	21
ANNEXE 2 : PLANS DE L'ETABLISSEMENT	22
ANNEXE 3 : BILAN POLLUTION – POINT ZERO	24
ANNEXE 4 : LISTE DES PRODUITS UTILISES PAR L'ETABLISSEMENT	25
ANNEXE 5 : PROGRAMME D'ANALYSES D'AUTOSURVEILLANCE	26
ANNEXE 5 : NOTE TARIFAIRE A LA DATE DE SIGNATURE DE LA CSD	27
ANNEXE 6 : TARIFS APPLICABLES A LA DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION (DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL DU 14 DECEMBRE 2020)	28
ANNEXE 7 : REGLEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT	29

ENTRE :

Raison sociale de l'entreprise : **BRASSERIE LE CLAP**

Dont le siège est à : 355 Rue des Bruges 07200 Saint-Julien-du-Serre

N° SIRET : 90058390700010

Code NAF : 1105Z

Représentée par : Jérémie CARDINAL

et dénommée : **l'Etablissement**

ET :

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche - SEBA

propriétaire des ouvrages d'assainissement dont le siège est fixé à La Sigalière – 80 Avenue de la République – 07110 LARGENTIERE représenté par Monsieur le Président, **Monsieur Jean PASCAL**, dûment autorisé aux présentes par délibération du Comité Syndical en date du 21 septembre 2020, rendue exécutoire par son dépôt en Sous-préfecture de Largentière le 24 septembre 2020 et [par délibération du Bureau Syndical en date dul'autorisant à signer la présente convention, rendue exécutoire par son dépôt en Sous-préfecture de Largentière le.....](#)

A compléter quand la délibération sera faite.

et dénommé : **la Collectivité**

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

La Collectivité consent, sous réserve de la délivrance de l'arrêté d'autorisation de rejet et du respect de l'échéancier de mise en conformité prévu à l'Article 6, dont les caractéristiques sont définies à l'Article 3, à ce que L'Etablissement déverse ses effluents autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement, sous réserve que soient respectées les conditions administratives et techniques particulières prévues par la présente convention spéciale de déversement.

L'établissement est par ailleurs soumis aux clauses générales du règlement du service d'assainissement ainsi qu'à toutes les clauses de la réglementation générale auxquelles il sera fait référence pour tout ce qui n'est pas réglé de manière spécifique par la présente convention.

ARTICLE 2 - DEFINITIONS

2.1 Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires correspondant aux effluents d'un logement domestique. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

Elles ne doivent pas contenir de composés toxiques ou inhibiteurs de l'épuration biologique.

2.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales, les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement, les eaux de rabattement de nappe, (à condition que leur température soit inférieure à 30°C et qu'elles n'aient eu aucun contact avec des sources polluantes).

Pour les espaces où les eaux de ruissèlement sont susceptibles d'être polluées, l'Etablissement doit impérativement mettre en place les installations de prétraitement des eaux pluviales nécessaires avant leur rejet (débourbeur, séparateur à hydrocarbures...), Réf : article 34 de l'arrêté ministériel spécifique du 26/11/2012 – ICPE rubrique n°2251.

2.3 Eaux industrielles et assimilées

Sont classés dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales, selon les définitions données à l'Article 2 ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention.

Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après **Eaux Usées Non Domestiques (EUND)**.

ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

3.1 Nature des activités

L'Etablissement, dont le code NAF est 1105Z a pour activité principale :

- ✚ Fabrication bières et dérivés, vente en gros au détail sur place, petite épicerie en ambulant, formation Brassicoles ou autres.

Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes :

- ✚ **Le Brassage** dont les étapes sont les suivantes :
 - Remplissage et chauffe de 400l d'eau à 72° ;
 - Empâtage par infusion des céréales pendant 1h ;
 - Filtration et extraction du mout ; les drêches (résidus de céréales infusées) sont compostées sur site ;
 - Ébullition du mout + houblons, 330l environ à 100° ;
 - Refroidissement rapide et remplissage de la 1/2 du fermenteur (300l) ;
 - Répétition des opérations pour arriver à remplir un fermenteur de 600l ;
 - Nettoyage à la soude diluée à 2% dans 200l d'eau à 80° pendant 20min (circuit de nettoyage fermé avec pompes) ;
 - Rinçage à grande eau des cuves d'empâtage et d'ébullition ;
 - La fermentation dure 3 semaines à minima (selon le type de levures)
- ✚ **L'embouteillage** dont les étapes sont les suivantes :
 - Extraction des levures inertes tombées dans le fond du fermenteur ;
 - Ces levures et les protéines engendrées par le refroidissement sont compostées avec les drêches sur site ;
 - Extraction du moût fermenté pour mise en bouteilles ;
 - Re-sucrage par ajout de sirop dans le moût ;
 - Encapsulage et stockage sur site pour refermentation en bouteilles, pendant 3 semaines ;
 - Nettoyage des fermenteurs + cuves à la soude diluée à 2%, 200l à 80°, pendant 30min (circuit de nettoyage fermé avec pompes) ;
 - Rinçage à grande eau des cuves ;
 - Nettoyage des fermenteurs + cuves à l'acide acétique dilué 1%, 100l à 20°, pendant 30min (circuit de nettoyage fermé avec pompes) ;
 - Rinçage à grande eau des cuves.

Au regard des durées de fermentation, L'Etablissement réalisera un brassage et un embouteillage par semaine, ce qui correspondra à :

- Un nettoyage à la soude + un rinçage à l'eau des cuve d'empâtage et d'ébullition / semaine ;
- Un nettoyage à la soude + un nettoyage à l'acide acétique + un rinçage d'une cuve de fermentation / semaine.

L'Etablissement n'est pas soumis à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Toute modification quant à la nature de l'activité de L'Etablissement, ayant un impact qualitatif et quantitatif sur les eaux rejetées, devra être notifiée, dans les plus brefs délais, à la Collectivité.

3.2 Plan des réseaux internes de collecte

Le plan de masse (*échelle 1/350°*) des installations intérieures d'évacuation des eaux de L'Etablissement et le schéma des installations de traitement, avant rejet aux réseaux publics, expurgés des éléments à caractère confidentiel, sont respectivement annexés à la présente Convention en Annexe n°2.

3.3 Usages de l'eau



Eau potable

- Toilette
- Douche
- Lavabo
- Brassage
- Nettoyage des différentes cuves
- Rinçage des différentes cuves

L'Etablissement réalisera un brassage et un embouteillage par semaine. Les rejets d'eaux usées non-domestiques ne seront pas lissés mais occasionnels dans la semaine, au moment des étapes de nettoyage et rinçage des cuves.

La consommation hebdomadaire en eau est estimée à 1 m3/semaine, soit 52 m3/an. Cette consommation sera à confirmer et corriger si besoin après un an d'exploitation.

3.4 Effluents produits

- Eaux usées domestiques

Eaux vannes et ménagères issues des toilettes, lavabos et douche, rejetées dans le réseau d'assainissement public. Elles sont rejetées directement au réseau public de collecte des eaux usées.

- Eaux usées non domestiques (eaux industrielles)

Eaux issues de l'activité de la brasserie correspondant essentiellement au, nettoyage puis rinçage des différentes cuves :

- Nettoyage à la soude 2% de la cuve d'empilage et de la cuve d'ébullition (200L) ;
- Rinçage à l'eau de la cuve d'empilage et de la cuve d'ébullition ;
- Nettoyage à la soude 2% des cuves de fermentation (200L) ;
- Nettoyage à l'acide acétique 1% des cuves de fermentation (100L) ;
- Rinçage à l'eau des cuves de fermentation.

Ces eaux sont collectées dans un ouvrage de décantation avant rejet au réseau public de collecte des eaux usées.

- Eaux pluviales

Eaux de toituresm²

Eaux de parking et de voirie..... m²

A préciser à la fin des travaux.

3.5 Bilan pollution

Etablissement en cours d'installation

Conformément à l'article 2 de l'arrêté d'autorisation de déversement, la conformité d'admissibilité au réseau d'assainissement, de la pollution brute rejetée, sera justifiée par l'intermédiaire d'un programme analytique de suivi des rejets constitué d'un ou de plusieurs bilans 24 heures, dont les modalités d'exécution et le programme d'analyses ont été évoqué suite à la visite de l'établissement par les agents de la collectivité le 5.08.2021.

Le programme d'analyses type portera sur les paramètres suivants (*à adapter selon l'activité déclarée et la typologie présumée des effluents*):

- ✚ Débit journalier,
- ✚ DBO₅, DCO, MES, pH, t°, Phosphore total, Azote global, NH₄⁺, NO₂⁻, NO₃⁻
- ✚ Conductivité, potentiel redox,
- ✚ Détergents anioniques et cationiques,
- ✚ Indice hydrocarbures,
- ✚ MEH (graisses et huiles),
- ✚ AOX,
- ✚ Indice phénol et phénol,
- ✚ Métaux lourds et ETM : As, Cd, Cr, Cr⁶⁺, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Fe⁺, Al,
- ✚ Chlorures
- ✚ Sulfates
- ✚ Cyanures

Le programme analytique se déroulera sur les 8 premiers mois d'exploitation selon la fréquence suivante :

T0 = 1 mois	bilan initial après 1 mois d'exploitation
T1 = T0+3 mois	second bilan après 4 mois d'exploitation
T2 = T1+3 mois	troisième bilan à 7 mois d'exploitation

Les résultats permettront de déterminer la typologie des eaux usées non domestiques propre à L'Etablissement dont la présente convention fait l'objet.

Les caractéristiques des rejets ainsi définies serviront de base à la révision de l'autorisation et de la convention de déversement, en vue de leurs renouvellements comme précisé à l'Article 8 de l'arrêté d'autorisation de déversement et à l'Article 22 de la présente convention.

Les bilans à la charge de L'Etablissement sont obligatoirement réalisés par un organisme compétent, agréé par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable.

Les résultats sont présentés en Annexe n°3, de la présente convention, dès connaissance.

3.6 Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement déclare utiliser, à la date de signature de la présente Convention, les produits dont la liste figure en Annexe n°4.

A ce titre, les « Fiches Produits » et les Fiches de Données Sécurité (FDS) correspondantes doivent être archivées et pouvoir être consultables par la Collectivité et/ou son Délégué dans l'Etablissement.

Dans le cas où un produit serait remplacé par un autre ou s'ajouterait à la liste définie à l'Annexe n°4, l'Etablissement devra en faire part à la Collectivité dans les meilleurs délais, afin qu'il soit établi les modifications nécessaires aux prescriptions d'autorisation de rejet et à la présente Convention.

La Collectivité se réserve le droit d'interdire le rejet des eaux usées non domestiques contenant des substances considérées comme dangereuses et toxiques pour le système de traitement et le milieu naturel.

Conformément au décret 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'Etablissement est tenu de mettre en place un dispositif de traçabilité des déchets générés par son activité, source d'une pollution dispersée et toxique.

A ce titre, des BSD (Bon de Suivi des Déchets) doivent être établis à chaque intervention par un tiers, conservés sur site et consultables à tout moment par les agents en charge du contrôle.

3.7 Mise à jour

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par L'Etablissement au moment de chaque réexamen de la convention, ainsi qu'en cas d'application de l'article 13.

ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES**4.1 Réseau intérieur**

L'Etablissement garantit la conformité de ses installations à la réglementation en vigueur en matière de protection générale de la santé publique et d'installations classées ainsi qu'au règlement du service d'assainissement.

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

4.2 Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires pour récupérer les produits et sous-produits générés par son activité, afin d'éviter leurs déversements dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées dans l'Article 2 et définies dans l'Article 5 de la présente convention.

L'Etablissement déclare que ses eaux usées non domestiques subissent un prétraitement avant rejet comprenant (liste à définir selon l'état des lieux fait au moment de la visite industrielle) :

	Modalités et Observations
Dessablage	<input type="checkbox"/>
Dégrillage de ... mm	<input type="checkbox"/>
Tamissage de µm	<input type="checkbox"/>
Dégraissage	<input checked="" type="checkbox"/> Bac dégraisseur pour décantation des MES.
Rectification du pH	<input type="checkbox"/>
Homogénéisation	<input type="checkbox"/>
Détoxication	<input type="checkbox"/>
Prétraitement des hydrocarbures	<input type="checkbox"/>
Traitement des graisses	<input type="checkbox"/>
Une station interne de traitement des eaux industrielles	<input type="checkbox"/>
Autres traitements	<input type="checkbox"/>
Régulation du débit	<input type="checkbox"/>
Un clapet anti retour	<input type="checkbox"/>
Un système d'obturation du réseau	<input type="checkbox"/>

Ces équipements et dispositifs de prétraitement ou d'épuration avant rejet sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de L'Etablissement.

Leurs exploitation et entretien doivent faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.



Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre, si possible informatisé, dont une copie sera envoyée à la Collectivité, selon une fréquence à définir.

ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

L'Etablissement déverse ses effluents dans les réseaux suivants :

	Réseau public			Autres (à préciser)
	Eaux usées	Eaux pluviales	unitaire	
Eaux usées domestiques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux usées non domestiques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux pluviales et assimilées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Eaux admissibles au réseau pluvial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

-  1 branchement pour les eaux usées domestiques et non domestiques.
-  1 branchement pour les eaux pluviales à confirmer après travaux.

Il existe donc un seul branchement assainissement.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé, en limite de propriété,
- un ouvrage dit "regard de branchement" ou "regard de façade" ou « boîte de branchement » placé sur le domaine public, visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité.
- une vanne d'obturation qui doit être placée sous domaine privé sur chaque branchement des eaux usées autres que domestiques et rester accessible aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité.

Un dispositif d'obturation, manuel ou automatique, sans by-pass, doit être placé sur le ou les branchements des eaux usées non domestiques et assimilées au réseau public d'assainissement des eaux usées et/ou des eaux pluviales ; et rester à tout moment accessible, pour les zones pour lesquelles les risques de déversement accidentels sont importants.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS

6.1. Eaux usées

Sont admissibles sans restriction dans les réseaux d'eaux usées ou unitaires, les eaux usées domestiques définies à l'Article 2 et dès lors qu'elles sont conformes aux caractéristiques précisées dans le règlement général d'assainissement.

6.2. Eaux pluviales

La présente convention ne dispense pas l'Etablissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales et assimilées dans les conditions réglementaires en vigueur.

L'Etablissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et donc de ne pas envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées.

En cas de risques de pollution avérée du réseau d'eaux pluviales public ou du milieu naturel, l'Etablissement devra prétraiter ses eaux de lavage et/ou de ruissellement des parkings et des aires de livraison avant leur rejet au réseau public, par la mise en place de séparateurs à hydrocarbures dont le type et le dimensionnement seront adaptés à l'effluent.

6.3. Eaux usées non domestiques et assimilées

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, ... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées au paragraphe 6.3.2.

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé, tout en conservant la même charge polluante.

6.3.1 Conditions générales d'admissibilité

Les effluents d'eaux usées non domestiques doivent répondre, a minima, aux prescriptions générales définies dans l'Article 2 de l'autorisation de déversement :

Caractéristiques des effluents :

Paramètres	Concentrations et valeurs maximales sur 24h (1)
Température < 25°C dans un rayon de 2Km de la Station d'épuration Température < 30°C dans tous les autres cas	
5.5 < pH < 8.5	
Ratio DCO/DBO ₅	< 3 valeur limite pour une bonne biodégradabilité de l'effluent (2)
Indice hydrocarbures	10 mg/l
MEH (Huiles et graisses)	150 mg/l
Détergents anioniques	10 mg/l
Détergents cationiques	5 mg/l
Chlore libre (Cl ₂)	3 mg/l
Indice Phénols	0,3 mg/l
Sulfates (SO ₄ ⁻)	400 mg/L

1) les valeurs limites définies ci-dessus peuvent être revues à la baisse par la Collectivité ou le Délégué selon l'aptitude du réseau et de la station d'épuration à acheminer et à traiter les effluents dans de bonnes conditions.

2) Dans le cas où le ratio ≥ 3 et pour une DCO < à 500 mg/l, l'acceptation des effluents sera validée par la Collectivité et le Délégué, au regard des flux de pollutions admissibles en entrée de la station d'épuration de la ville de Nîmes.

Quelle que soit la nature des eaux rejetées, et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit d'y déverser (1) :

- le contenu des fosses fixes,
- l'effluent des fosses septiques,
- les ordures ménagères (même broyées),
- les huiles usagées et les produits inflammables,
- les graisses et produits hydrocarbures, notamment ceux provenant d'établissements non munis d'installation de pré traitement (décantation, séparation) adéquate,
- tout effluent réservé à l'amendement agricole, lisier, purin...,
- les liquides corrosifs, les acides, les composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés.

De même les eaux rejetées doivent (1) :

- Etre débarrassés des matières flottantes, décantables ou précipitables, susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou incommodes pour les égoutiers dans leur travail.
- Ne pas renfermer de substances capables d'entraîner :
 - la destruction ou l'altération des ouvrages d'assainissement (composés soufrés, ...),
 - la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration,
 - la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves, cours d'eau ou canaux.

(1) Cf : Règlement du Service Assainissement collectif (en annexe n°7) et le Règlement Sanitaire Départemental

6.3.2. Conditions particulières d'admissibilité

Selon l'activité exercée, certaines substances pourront ne pas être visées. A contrario, d'autres substances pourront être rajoutées au cas par cas notamment s'il s'agit de substances dangereuses, toxiques, persistantes ou bioaccumulables.

Pour l'élaboration de la présente convention de déversement, les concentrations maximales retenues sont les valeurs guides de l'Arrêté du 2 février 1998 (mg/l) ou les NQE (µg/l) de la Directive 2008/105/CE ou à défaut la LQ (Limite Quantifiable en µg/l) du laboratoire.

Ainsi, les eaux usées non domestiques devront répondre aux valeurs limites suivantes :

A- Débits :

Les eaux usées non-domestiques

Les débits autorisés sont :

- ✚ Débit journalier moyenm³/jour
- ✚ Débit horaire moyenm³/heure
- ✚ Débit de pointe horairem³/h

Les flux horaires maximum des paramètres suivants sont limités au maximum àh/j.

A compléter après 8 à 12 mois de fonctionnement de l'établissement.

Activité : l'ETABLISSEMENT fonctionne 260 jours / an et 7 heures / jour.

B- Caractéristiques des effluents :

Les eaux usées non domestiques devront répondre aux valeurs limites suivantes : en **flux** ou en **concentrations** (concentrations maximales retenues, une tolérance de 20% est acceptée).

Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)	Concentration maximale (mg/l)
Matières en suspension (MES)		600
Demande chimique en oxygène (DCO)		2000
Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO ₅)		800
Teneur en azote total kjeldhal (NTK)		150
Teneur en phosphore total		50
Rapport DCO/D B O ₅	<3	

Autres composés, substances et micropolluants		
Métaux et sels : (liste à définir selon l'activité)	Flux maximal autorisé (g/j)	Concentration maximale autorisée (mg/L)
Aluminium (en Al)		5
Arsenic et ses composés (en As)		0.05
Cadmium et ses composés (en Cd)		0.2
Chrome et ses composés (en Cr)		0,5
Chrome hexa valent et ses composés (en Cr)		0,1
Cuivre et ses composés (en Cu)		0,5
Etain et ses composés (en Sn)		2
Fer		5
Nickel et ses composés (en Ni)		0,5
Plomb et ses composés (en Pb)		0,5
Zinc et ses composés (en Zn)		2
Manganèse et ses composés (en Mn)		1
Cyanures (CN ⁻)		0.1
Fluor et composés (en F)		15
Fluorures (F ⁻)		15
Chlorures (Cl ⁻)		500
Chlore libre (Cl ₂)		3
Sulfates (SO ₄ ⁻)		400
Sulfures (S ⁻)		0.5
Autres composés organiques : (liste à définir selon l'activité)	Flux maximal autorisé (g/j)	Concentration maximale autorisée (mg/L)
Indice phénols		0.3
Phénols		3.5
Composés Organiques Halogénés (en AOX ou EOX)		1
Hydrocarbures totaux		10
Détergents anioniques		10
Détergents cationiques		5
Éléments radioactifs : (liste à définir ou à éliminer selon l'activité)	Concentration maximale autorisée (Bq/L)	
Iode 131	100	
Iode 123	100	
Autres radioéléments		
Substances dangereuses:		
Substances caractéristiques du bon état chimique et écologique des eaux (Arrêté du 25 janvier 2010) :		
Les DSP (Substances Dangereuses Prioritaires) de la DCE (1) NQE ou valeurs guides mg/l ou µg/l		
Les Substances de la « Liste I » (2).NQE ou valeurs guides mg/l ou µg/l		
Les SP (Substances Prioritaires) de la DCE (3) NQE ou valeurs guides mg/l ou µg/l		
Les Substances de la « Liste II » (4) NQE ou valeurs guides mg/l ou µg/l		
	Concentration maximale autorisée (mg/L)	
HAP (sauf les 5 HAP SDP) à déterminer au cas par cas µg/l	0.05	
PCB(s) à déterminer au cas par cas	0.05	

Tableau à compléter après 8 à 12 mois de fonctionnement de l'établissement.

- (1) objectifs DCE sur les rejets : suppression. 13 substances (code couleur national rouge) à l'échéance nov.2021 où déc.2028
- (2) objectif de suppression Directive 2006/11 (ex 76/464/CEE). 8 substances (code couleur national orange)
- (3) objectifs DCE sur les rejets et action nationale de la Circulaire du 7 mai 2007: réduction. 20 substances (code couleur national jaune) pas de délai fixé
- (4) pas d'objectifs DCE sur les rejets: objectifs de réduction Directive 2006/11 (ex 76/464/CEE) et action nationale de la Circulaire du 7 mai 2007. 9 substances (code couleur national blanc).

Les NQE (Normes de Qualité Environnementales) sont listées dans l'Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface. Les valeurs guides sont celles fixées par l'Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements, consommation d'eau et émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou tout autre arrêté spécifique à certaines activités.

ARTICLE 7 - SURVEILLANCE DES REJETS

7.1 Auto-surveillance

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente Convention et de son arrêté d'autorisation de déversement.

L'Etablissement met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivants : (à adapter et à compléter selon l'activité)

Paramètres – Substances – Composés	Fréquence
Débit Température en °C pH	2 bilans 24h / an - 1 bilan 24h lors d'un nettoyage des cuves de brassage - 1 bilan 24h lors d'un nettoyage de cuve de fermentation
MES, DCO, DBO5, Azote Global, NH4+, Phosphore Total, Chlorures et sulfates	2 bilans 24h / an - 1 bilan 24h lors d'un nettoyage des cuves de brassage - 1 bilan 24h lors d'un nettoyage de cuve de fermentation
AOX ou EOX, MEH, Hydrocarbures totaux, Métaux lourds et ETM	2 bilans 24h / an - 1 bilan 24h lors d'un nettoyage des cuves de brassage - 1 bilan 24h lors d'un nettoyage de cuve de fermentation
<u>Autres composés organiques</u> (liste à définir selon l'activité) : Indice phénol Phénol Détergents anioniques Détergents cationiques Chlorures	A définir
<u>Substances du bon état chimique et écologique des eaux</u> (liste à définir selon l'activité) DEHP Chloroforme HAP Pesticides (à définir)	A définir

Tableau à compléter après 8 à 12 mois de fonctionnement de l'établissement.

La Collectivité propose à l'Etablissement un calendrier de réalisation des prélèvements et analyses, selon les fréquences définies ci-dessus, sur l'ensemble de la durée de la convention. Ce calendrier est présenté en Annexe n° 5.

Les analyses, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit conservés à basse température (4°C). Les résultats, doivent être transmis dès réception à la Collectivité et au Délégué.

Le prestataire, en charge de réaliser les prélèvements ainsi que les analyses sur le rejet, sera choisi par l'Etablissement. Les analyses devront être réalisées sous accréditation COFRAC.

7.2 Contrôles par la Collectivité

La Collectivité effectuera autant de fois que nécessaire, de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

La Collectivité pourra effectuer ou faire effectuer par un prestataire extérieur agréé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité du ou des rejets.

Les analyses porteront de façon aléatoire sur les paramètres physicochimiques, des composés et des substances définis à l'Article 7.

Les résultats seront communiqués à l'Etablissement.

Dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations **et** les flux maximaux autorisés, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement sur la base des pièces justificatives produites par la Collectivité ou le Délégué.

ARTICLE 8 - DISPOSITIFS DE MESURE ET DE PRELEVEMENTS

L'Etablissement s'engage à effectuer ou faire effectuer, par un organisme de son choix, reconnu comme compétent par l'agence de l'eau, un contrôle des dispositifs d'auto surveillance et de suivi de la qualité des rejets non domestiques afin de s'assurer des prescriptions fixées dans l'arrêté d'autorisation et à Articles 7 de la présente convention.

L'Etablissement n'est pas équipé d'appareil de mesure et de prélèvements des eaux usées non-domestiques rejetées.

L'Etablissement surveillera et maintiendra en bon état de fonctionnement ses appareils. En cas de défaillance, voire d'arrêt total des dits appareils de mesure, l'Etablissement s'engage, d'une part, à informer la Collectivité et son Délégué et, d'autre part, à procéder à ses frais à leur remise en état dans les plus brefs délais.

Pendant la durée d'indisponibilité des appareils, la mesure des débits se fera sur la base des consommations d'eau de l'Etablissement. Passé un délai de trois mois, la Collectivité se réserve le droit de mettre en place un appareil de mesure dont le coût d'installation et de location sera à la charge de l'Etablissement.

ARTICLE 9 - DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau :

Nature du prélèvement d'eau		Usage(s)	Comptage
AEP	<input checked="" type="checkbox"/>	Domestique et non-domestique	Compteur d'eau plombé
Forage	<input type="checkbox"/>		
Puits	<input type="checkbox"/>		
Captage en rivière ou canal	<input type="checkbox"/>		
Autres (eaux de pluies)	<input type="checkbox"/>		

Compte tenu de la configuration des dispositifs de comptage et de prélèvements, l'Etablissement en laissera le libre accès aux agents de la Collectivité, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité.

Variante en l'absence de dispositif de comptage :

Dans le cas d'installations existantes, l'Etablissement installera sur toutes ses sources d'alimentation en eau brute (réseau d'eau potable, pompage en forage ou en rivière, captage, etc....) et au plus tard dans un délai

de **3 (trois) mois** à compter de l'entrée en vigueur de la convention, un dispositif plombé de comptage de l'eau prélevée, dont les caractéristiques sont arrêtées en accord entre les deux parties.

L'Etablissement devra effectuer un relevé des consommations tous les 6 mois et transmettre les index à la Collectivité. Les données peuvent être envoyées sous la forme papier ou un fichier informatisé.

Redevance assainissement des eaux usées non domestiques

Les volumes d'eaux comptabilisés par le compteur eau potable constituent l'assiette de la redevance assainissement, due par l'Etablissement, pour ses déversements d'Eaux Usées Non Domestiques. La Collectivité réalise une relève annuelle donnant lieu à facturation. Pour ce faire l'Etablissement laisse le libre accès à cet équipement.

Relevé d'index du ...compteur, débitmètre, etc...selon le cas...au...date...:m³.

Mise en service le

A compléter après 8 à 12 mois de fonctionnement de l'établissement.

ARTICLE 10 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS DE REJET

Suite aux prescriptions de l'arrête d'autorisation et compte tenu du diagnostic effectué sur les installations privées, décrit à l'Article 4 de la présente convention :

L'Etablissement ne nécessite pas une mise en conformité de ses installations.

En cas de création d'une installation de traitement des effluents avant rejet, la nouvelle installation devra répondre aux mêmes prescriptions que celles définies pour les installations existantes.

ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIERES

Les règles générales applicables pour le calcul de la redevance d'assainissement sont prescrites aux articles 29 et suivants du règlement d'assainissement, annexé à la présente convention en Annexe n°7.

Ainsi, dans le cas d'un défaut de conformité avéré, conformément à l'article L.1331.8 du Code de la Santé Publique, la redevance assainissement sera majorée, au prorata temporis, de 100%.

11.1 Principe d'assujettissement

En application de l'article R. 2333-122 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Etablissement est soumis au paiement d'une redevance assainissement (R).

Le prix moyen est révisé annuellement et approuvé par délibération du comité syndical.

11.2 Etablissement de la redevance d'assainissement

Selon l'Article R.2224-19 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) « Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R.2224-19-1 à R.2224-19-11 ».

A ce titre, la Collectivité a délibéré sur la mise en place de conditions financières spécifiques sur l'ensemble de son territoire et les dispositions de l'Article R.2224-19-6 du CGCT s'appliquent, à savoir que :

Tout déversement d'eaux usées non domestiques, dans le réseau public d'assainissement, donne lieu au paiement par l'auteur du déversement d'une redevance d'assainissement dont l'assiette est assise sur une évaluation spécifique avec coefficients de correction prenant en compte le degré de pollution, la nature du déversement ainsi que l'impact économique.

La redevance assainissement se calcule de la façon suivante :

R = abonnement annuel « rejets industriels » + (volumes rejetés x tarif « rejets industriels » au m³ x Cp)

- Calcul du Cp = Coefficient de pollution

Filière Eau	Filière élimination C+N		
Type d'aération	Aérateur de surface		
Déshydratation	Filtre à bande		
Élimination des boues	compostage		
Sélection de filière	Filière élimination C+N - Aérateur de surface - Filtre à bande - compostage		
Paramètres ayant une obligation d'objectif de qualité au rejet	DBO ₅		
	MeS		
	Azote Kjeldahl		
	DCO		
Répartition des coûts variables par paramètre (Carbone # DBO ₅)	pour la DBO ₅	0,720	
	pour les Mes	0,190	
	pour l'Azote	0,090	
Frais variables d'exploitation:	$f_v =$	0,256	
Coefficient de répartition pondéré	pour la DBO ₅ : a	0,184	
	pour les Mes: b	0,049	
	pour l'azote: c	0,023	
Comparaison domestique / industriel = K	Concentration de l'effluent Domestique	Concentration de l'effluent industriel	Ratio k
pour la DBO ₅ : K ₁	400 mg/l		
pour les MeS: K ₂	470 mg/l		
pour l'Azote: K ₃	80 mg/l		
Calcul du coefficient de pollution Cp			
$C_p = (1 - f_v) + (K_1.a + K_2.b + K_3.c)$		Cp =	

Pour l'année 2021 le Coefficient de Pollution Cp est donc égale à

A compléter après 8 à 12 mois de fonctionnement de l'établissement.

Pour le calcul du Cp les concentrations moyennes retenues pour l'Etablissement sont celles issues des bilans..... (en annexe 2 de l'arrêté d'autorisation de déversement).

Le coefficient de pollution sera recalculé une (1) fois par an en fonction des concentrations mesurées dans le rejet au cours des bilans de pollution, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant à la présente convention. Le coefficient ne pourra être inférieur à 1.

A compléter après 8 à 12 mois de fonctionnement de l'établissement.

ARTICLE 12 - FACTURATION ET REGLEMENT

La Collectivité assurera la facturation et le recouvrement des rémunérations prévues à l'Article 11 dans les conditions suivantes :

L'Etablissement se libérera sur la base d'une facturation annuelle des sommes dues en exécution de la présente Convention en faisant porter le montant des factures établies au crédit du compte ouvert au nom de la Collectivité.

ARTICLE 13 - REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- 1) en cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 18,
- 2) en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement concerné,
- 3) en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de la Collectivité;

Si ces nouvelles conditions n'étaient pas acceptées, la présente convention serait de fait caduque.

ARTICLE 14 - GARANTIE FINANCIERE

Sans objet

ARTICLE 15 - CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

L'Etablissement sera en mesure de fournir à tout moment à la Collectivité les dispositions prévues en cas d'accident ou d'incident.

En tout état de cause, en cas d'incident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par l'Article 6, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Collectivité : SEBA 04-75-89-96-96
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité.

ARTICLE 16 - CONSEQUENCES DU NON RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

16.1 Conséquences techniques

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'Etablissement s'engage à en informer le Service public d'Assainissement conformément aux dispositions de l'article 15, et à soumettre à cette dernière, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Collectivité se réserve le droit :

- a) de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de déversement,
- b) de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, la Collectivité :

- informera l'Etablissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente Convention avant cette date.

16.2 Conséquences financières

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'Article 6, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Collectivité aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Collectivité et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générées par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Il s'engage par ailleurs à réparer les préjudices subis par le Délégué.

16.3 Conséquences sur la responsabilité de l'Etablissement

Dans tous les cas où les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, en particulier du fait du non-respect de l'Article 5 ou du dépassement des valeurs limites définies à l'Article 6, l'Etablissement est seul responsable au regard des prescriptions et des sanctions concernant l'environnement : l'Etablissement garantit irrévocablement la Collectivité de l'intégralité de toutes pertes, obligations, dettes, réclamations, dépenses, condamnations ou dommages encourus à la suite de ou en relation avec les rejets correspondants dudit l'Etablissement.

ARTICLE 17 - VARIATION DANS LES CARACTERISTIQUES DES REJETS

L'autorisation de rejet dans les réseaux publics est valable pour les activités et les opérations industrielles induites, telles que décrites à l'article 3 de la présente Convention de déversement.

17.1 Variations dans les caractéristiques des rejets du fait de l'Etablissement

Si l'Etablissement est amené à modifier de façon temporaire ou permanente les caractéristiques de ses rejets, en raison notamment d'extension ou de modifications de son activité, il devra avertir au préalable la Collectivité.

17.2 Variations dans les caractéristiques des rejets du fait de la Collectivité

La Collectivité se réserve le droit de redéfinir les caractéristiques des rejets de l'Etablissement tant pour tenir compte des nouvelles normes concernant la qualité de l'eau épurée, de la boue ou de l'air et autres sous-produits que dans le but de mieux répartir son capital de traitement entre les différents établissements industriels raccordés sur l'usine d'épuration collective.

17.3 Dispositions communes

Si les modifications envisagées ci-dessus entraînent des investissements supplémentaires sur les ouvrages d'épuration du service public d'assainissement et sur les ouvrages liés à la dévolution finale des boues et autres sous-produits ou des coûts d'exploitation non pris en compte par la présente Convention, un avenant à cette dernière déterminera les nouvelles conditions techniques d'acceptation des rejets ainsi que les nouvelles participations financières résultant de la redéfinition des investissements et charges d'exploitation correspondant à ces modifications.

ARTICLE 18- MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT

En cas de modification de la délibération autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement la présente convention pourra, le cas échéant, et après renégociation être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITÉ ET/OU DE SON DÉLÉGATAIRE

La Collectivité sous réserve du strict respect par l'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention, prend toutes les dispositions pour :

- ✚ accepter les rejets de l'Etablissement dans les limites fixées par l'Article 6 de la présente convention,
- ✚ fournir à l'Etablissement, sur sa demande, une copie du rapport annuel du Maire sur le prix et la qualité du service.
- ✚ assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière,
- ✚ informer, dans les meilleurs délais, l'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service.

Dans le cadre de l'exploitation du service public de l'assainissement, la Collectivité pourra être amenée de manière temporaire à devoir limiter les flux de pollution entrant dans les réseaux, elle devra alors en informer au préalable l'Etablissement et étudier avec celui-ci les modalités de mise en œuvre compatibles avec les contraintes de production.

Une réduction notable d'activité imposée à l'Etablissement ou un dommage subi par une de ses installations en raison d'un dysfonctionnement grave et/ou durable du système d'assainissement peut engager la responsabilité de la Collectivité dans la mesure où le préjudice subi par l'Etablissement présente un caractère anormal et spécial eu égard aux gênes inhérentes aux opérations de maintenance et d'entretien des ouvrages dudit système.

La Collectivité s'engage à indemniser l'Etablissement dès lors que celui-ci aura démontré le lien de causalité entre le dysfonctionnement et le préjudice subi.

ARTICLE 20 - CESSATION DU SERVICE

20.1 Conditions de fermeture du branchement

La Collectivité, en accord avec le Délégué, peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- d'une part, le non-respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement ou de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
 - de modification de la composition des effluents;
 - de non-respect des limites et des conditions de rejets fixées par l'Article 6
 - de non installation des dispositifs et programmes de mesures et de prélèvements définis à l'Article 7,
 - de non-respect des échéanciers de mise en conformité fixé à l'article 6

- d'impossibilité pour la Collectivité de procéder aux contrôles prévus à l'article 7
 - et d'autre part, les solutions proposées par l'Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision à l'Etablissement, par lettre RAR, et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours, délai qui pourra être réduit en cas d'impact majeur sur le milieu.

Ainsi, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la Collectivité se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

20.2 Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la Collectivité, en cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, quinze (15) jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Etablissement jugées insuffisantes.
- Par l'Etablissement, dans un délai de quinze (15) jours après notification à la Collectivité (en cas notamment de modification d'activité et de construction de traitements spécifiques par l'Etablissement).

La résiliation autorise la Collectivité à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'article 20.1.

20.3 Dispositions financières

En cas de résiliation de la présente Convention par la Collectivité ou par l'Etablissement, les sommes dues par celui-ci au titre, d'une part, de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement et d'autre part, du solde de la participation prévue à l'article 11.4. deviennent immédiatement exigibles.

Dans le cas d'une résiliation par l'Etablissement, une indemnité peut être demandée par la Collectivité à l'Etablissement, si la résiliation n'a pas pour origine la mauvaise qualité du service rendu ou si la prise en charge du traitement des effluents de l'Etablissement a nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activité.

ARTICLE 21 – CESSIBILITE DE LA CONVENTION

21.1 Transfert de la Convention

Le transfert au profit d'un tiers, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, de la présente Convention est interdit sans l'accord écrit et préalable de toutes les parties. Tout transfert intervenu sans l'accord écrit et préalable de l'ensemble des signataires lui est inopposable.

La Collectivité peut en conséquence dénoncer la présente Convention transférée sans leur accord écrit et préalable, cette dénonciation prenant effet huit (8) jours après sa notification à l'Etablissement.

21.2 Transfert ou modification de la nature de l'Etablissement

Le transfert ou la modification de la nature de l'Etablissement au profit d'un tiers, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, du droit d'exploiter l'Etablissement dont le rejet des effluents dans le réseau d'assainissement de la Collectivité est autorisé par la présente Convention, doit donner lieu à la signature d'une convention avec le nouvel exploitant.

L'Etablissement doit informer la Collectivité de ce transfert trois (3) mois au moins avant la date dudit transfert. La signature de la convention avec le nouvel exploitant doit avoir lieu avant cette date.

La Collectivité peut en conséquence dénoncer la présente Convention si un nouvel exploitant n'a pas signé de convention, la dénonciation prenant effet huit (8) jours après sa notification à l'Etablissement.

21.3 Effets de la dénonciation

La dénonciation de la présente Convention en application du 21.1 ou du 21.2 du présent article autorise la Collectivité à procéder à la fermeture du branchement dès la prise d'effet de la dénonciation.

En cas de fermeture du branchement, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents selon des modalités conformes à la réglementation applicable.

ARTICLE 22 - DUREE

La présente Convention, subordonnée à l'existence de l'autorisation de déversement, est conclue pour une durée fixée à **8 (huit) ans**, avec une réactualisation biennale des conditions financières définies à l'Article 11 et selon les modalités précisées à l'Article 13.

Elle prend effet à la date de signature de l'ensemble des signataires.

Le réexamen de la présente convention en vue de son renouvellement et son adaptation éventuelle, 4 mois avant son terme, ne se fera que dans le cadre du renouvellement de l'autorisation de déversement.

Elle peut être dénoncée unilatéralement à la date anniversaire de sa signature, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois.

ARTICLE 23 – DÉLÉGATAIRE ET CONTINUITE DE SERVICE

La présente convention, conclue avec la Collectivité, s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 22, quelque soit le mode d'organisation du service d'assainissement.

En cas de changement de mode de gestion un avenant sera établi afin d'assurer la continuité de la présente convention jusqu'à son terme.

ARTICLE 24 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

ARTICLE 25 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

- Annexe 1 : extraits de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, ou autre autorisation
- Annexe 2 : plans de l'établissement
- Annexe 3 : bilan pollution- point zéro
- Annexe 4 : liste des produits utilisés par l'établissement
- Annexe 5 : programme d'analyses d'autosurveillance
- Annexe 6 : Tarifs applicables à la date d'entrée en vigueur de la convention (Délibération du Comité Syndical du 14 décembre 2020).
- Annexe 7 : Règlement du Service Assainissement collectif

Fait le, en 3 exemplaires,

Signatures

Pour Etablissement,

Pour la Collectivité,

Pour le Délégué,



SAS BRASSERIE LE CLAP
CLAPCLAP@ORANGE.FR
335 RUE DES BRUGES
07200 St JULIEN DU SERRE
SIRET : 90058390700010

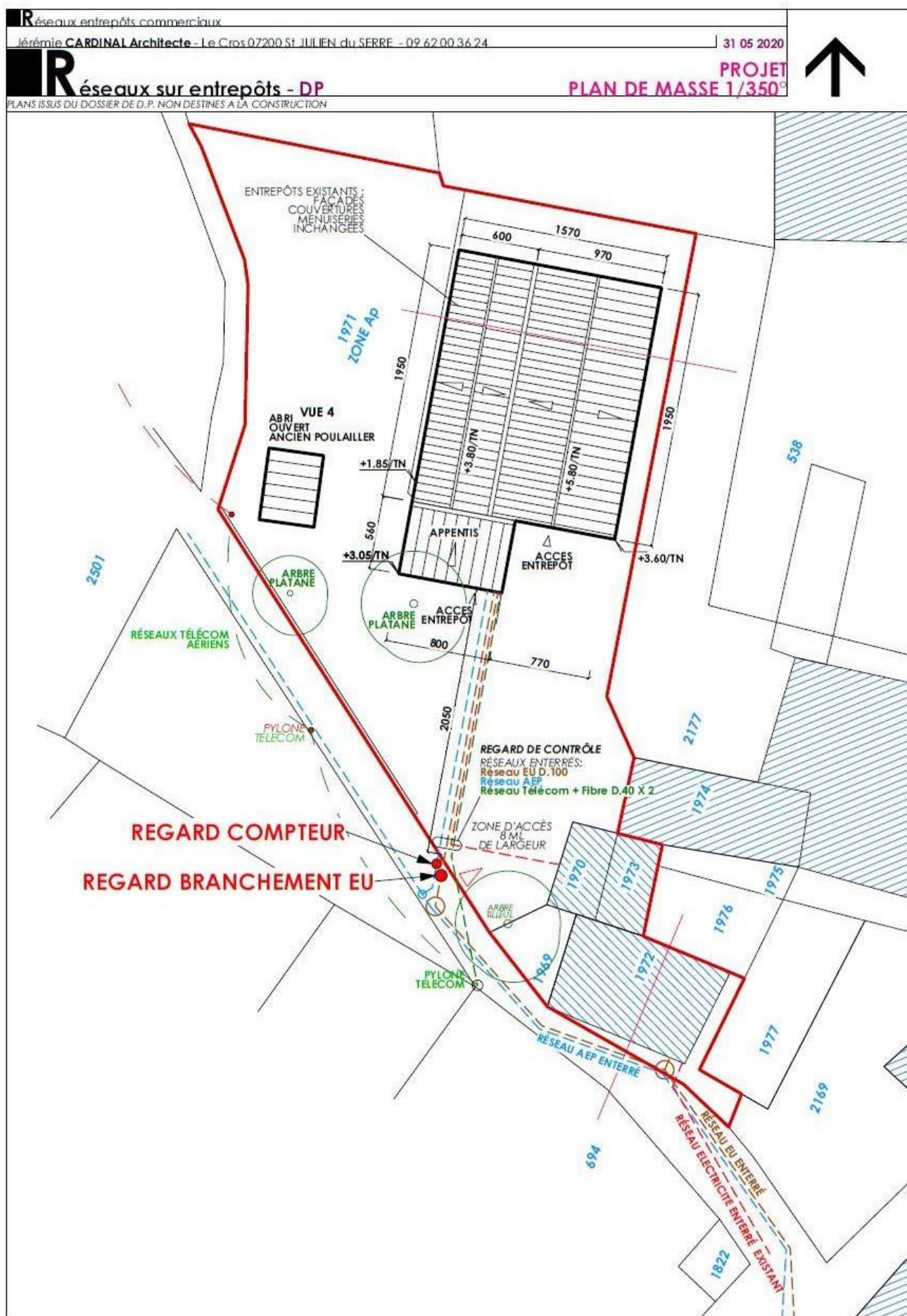
Convention Spéciale de Déversement

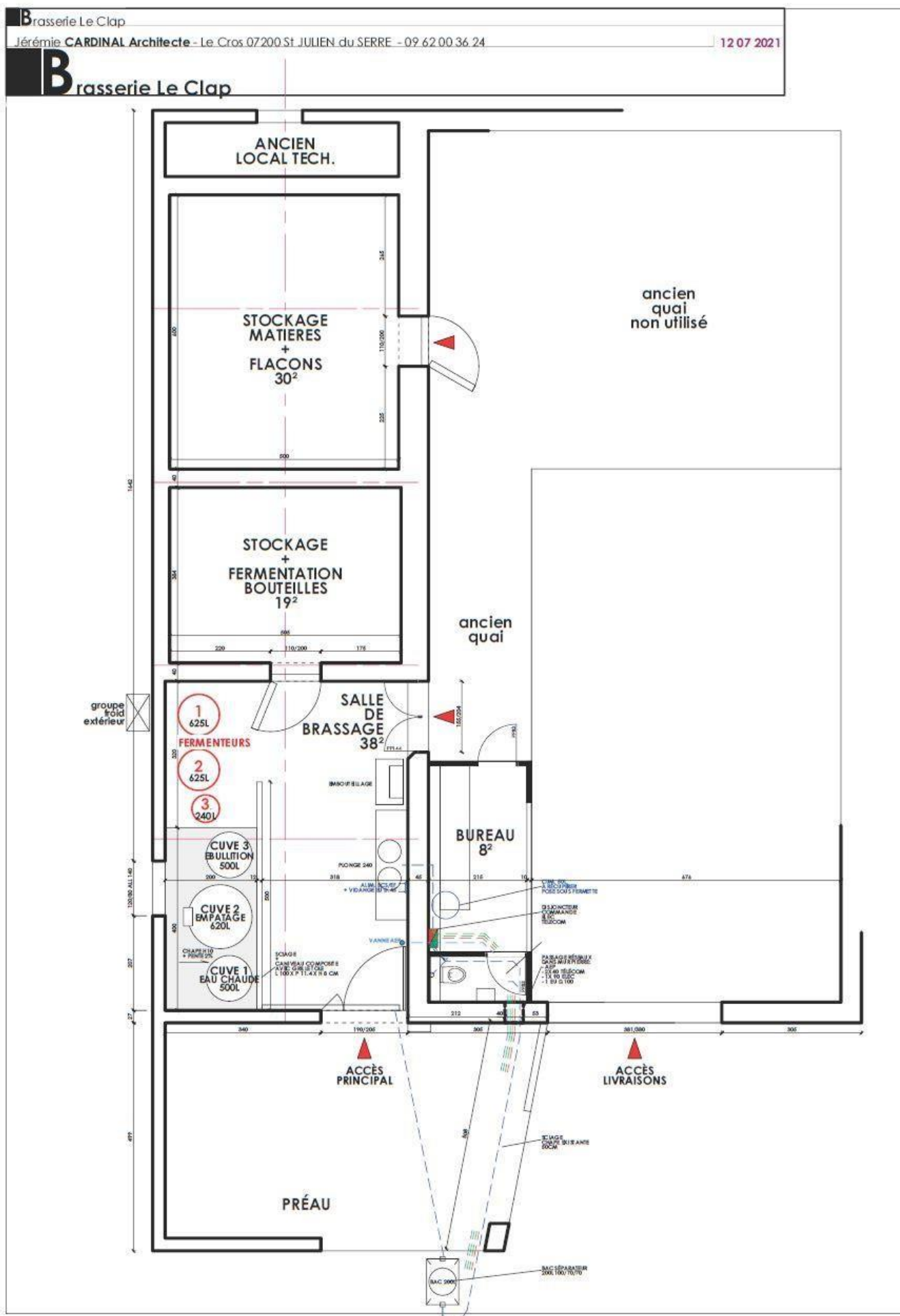
des eaux usées non domestiques au réseau public d'assainissement.

ANNEXE 1 : EXTRAITS DE L'ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION

CONVENTION PROVISOIRE

ANNEXE 2 : PLANS DE L'ETABLISSEMENT





ANNEXE 3 : BILAN POLLUTION – POINT ZERO

CONVENTION PROVISOIRE

ANNEXE 4 : LISTE DES PRODUITS UTILISES PAR L'ETABLISSEMENT

CONVENTION PROVISOIRE

ANNEXE 5 : PROGRAMME D'ANALYSES D'AUTOSURVEILLANCE

CONVENTION PROVISOIRE

ANNEXE 5 : NOTE TARIFAIRE A LA DATE DE SIGNATURE DE LA CSD

CONVENTION PROVISOIRE

**ANNEXE 6 : TARIFS APPLICABLES A LA DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DE LA
CONVENTION (DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL DU 14 DECEMBRE 2020).**

CONVENTION PROVISOIRE

ANNEXE 7 : REGLEMENT DU SERVICE ASSAINISSEMENT

CONVENTION PROVISOIRE